

MINISTRE DU BUDGET ET PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Pécresse, la chiraquette qui monte

L'autonomie des universités, c'est elle. Une réforme réputée impossible. Qu'elle a pourtant réussi à mener à bien. Portrait bilan d'une "bébé Chirac" qui est l'une des rares révélations de l'ère Sarkozy

Rome, 6 juin 2011. Dans l'usine ultramoderne de Thalès Alenia Space, Valérie Pécresse, enveloppée jusqu'aux pieds dans une cape blanche, une charlotte ridicule sur la tête, boit les paroles du directeur de l'usine de satellites européens de télécommunications. A peine sortie, la blonde ministre se rue sur son smartphone: «*Vu le satellite Galileo qui sera lancé par Soyouz à Kourou en octobre prochain*», tweette-elle à l'attention de ses milliers de suiveurs. Une vraie geek.

Futile, elle? Cette Versaillaise sans chichis a pourtant signé la réforme la plus aboutie du quinquennat, la plus grande transformation de l'université et de la recherche depuis 1968. En trois ans, elle a réussi là où plusieurs ministres aguerris s'étaient cassé les dents. Allègre, Fillon, Ferry, Robien, et même Lang: tous en rêvaient, elle l'a fait. A un ensemble de 85 universités qui étaient gérées de façon stalinienne et bureaucratique depuis le ministère de la rue Descartes, avec leurs cohortes d'étudiants méprisés, abandonnés à eux-mêmes, sans relation avec le monde professionnel, elle a rendu autonomie et capacité d'initiative. Avec la loi LRU (Liberté et responsabilité des universités), l'université française a entamé sa mue; une révolution culturelle est en route. Si la gauche gagne en 2012, elle ne l'arrêtera pas.

Sortie des grandes écoles (HEC-ENA), Valérie Pécresse, née à Neuilly en 1967, un 14 juillet, n'a pas fait ses classes à l'université, mais son père, Dominique Roux, professeur d'économie, est une des sommités de Dauphine. Ce fils d'un bonnetier de Gap

est un pur produit de l'élitisme républicain. Un original, aussi, qui n'hésite pas, quand sa fille veut apprendre le russe, à l'envoyer à 15 ans dans un camp d'été des Jeunesses communistes à... Yalta. Dans la galaxie familiale, on trouve encore le grand-père résistant, catholique, psychiatre, qui héberge «*Témoignage chrétien*» clandestin pendant l'Occupation, et plus tard soignera la fille anorexique de Jacques Chirac. Premiers liens avec le milieu du président, qui se renforceront lorsque Valérie épouse Jérôme Pécresse, un Corrèzien, dont la famille est proche des Chirac.

Ainsi lui est venu le goût de la chose publique. «*J'aurais rêvé de faire des études de lettres classiques ou modernes, je n'en ai pas eu l'audace. Sur l'autre versant de ma personnalité, je suis une femme d'action*», avoue-t-elle dans son livre d'entretiens avec le généticien Axel Kahn (1). A l'ENA, elle excelle. «*Elle m'a beaucoup impressionné. Je lui ai mis 16 sur 20*», se souvient Pierre Moscovici, qui lui a fait passer l'oral de l'ENA. Classée 2^e à la sortie, elle opte pour le Conseil d'Etat, vivier naturel des cabinets ministériels. Mais appliquer les lois ne lui suffit pas, elle veut les faire. Courtisée tour à tour par Lionel Jospin et Jacques Chirac, au temps de la cohabitation, elle hésite quelques mois avant de choisir l'Elysée. Un peu par atavisme gaulliste. Beaucoup par sympathie pour ce président assiégé et affaibli qui en fera une de ses protégées. Elle a 31 ans. La voilà chargée de la prospective et des technologies de l'information auprès du président. Sur ses conseils, elle se présente en 2002

LES POUR

André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux:

«*Elle a un côté cheftaine scout qui tient bon jusqu'au bout.*»

Axel Kahn, généticien, président d'université:

«*Si la gauche arrive au pouvoir, je serai un militant ardent pour conserver ce qu'il y a d'excellent dans son action, en particulier la loi LRU.*»

LES CONTRE

Bertrand Monthebert (Sauvons la Recherche):

«*Elle a saucissonné la discussion au travers d'un ensemble de "chantiers", de "missions", de "rapports" qui n'ont à aucun moment permis une approche globale et concertée des problèmes.*»

Henri Audier (FSU): «*Comme Sarkozy, elle a l'art d'annoncer trois fois de suite l'arrivée d'un milliard.*»

aux législatives et elle est élue député RPR à Versailles. Le «*bébé Chirac*» entre dans l'arène politique.

Aussi sec, elle est bombardée secrétaire générale adjointe de l'UMP. «*Elle a vocation à entrer dans un gouvernement*», prédit déjà Juppé. Sarkozy la remarque aussi, qui l'enrôle dans sa campagne présidentielle. Pour lui, elle planche sur l'université, organisant, en 2006, une «*Convention pour la France d'après*». «*Dans le pilotage de la recherche, les universités sont marginalisées par les grandes écoles, le CNRS et l'INSERM*», lit-on dans le programme du candidat Sarkozy, qui propose une «*meilleure gouvernance et l'autonomie*» des universités... Des mots qui portent la patte de Valérie Pécresse et dessinent déjà la grande réforme du quinquennat à venir. Le 18 mai 2007, François Fillon la nomme ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

L'opération démarre en trombe. «*Le 19 mai, je partais naviguer à Brest quand elle m'a appelé. Je ne la connaissais pas, j'ai cru à une blague*», se souvient Philippe Gillet, alors directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon. Quelques heures après, il débarque rue Descartes en tenue de marin. Il sera son premier dircab. «*A la Conférence des présidents d'université, on a tout de suite senti que l'atmosphère avait changé*», témoigne Thierry Coulhon, qui deviendra son conseiller. En dépit des pressions, elle choisit des universitaires plutôt que des énarques pour son équipe. «*C'était couillu*», dit Coulhon. Et payant: après un semblant de concertation menée au pas de charge, la loi est votée le 10 août. Jamais sous la V^e République, une réforme des universités n'avait été adoptée aussi vite.

La gauche, anesthésiée par la défaite, s'est abstenue. Pécresse croit avoir fait le plus dur. Il reste à venir. Dès la rentrée 2007, les premiers blocages d'université apparaissent. Colère des étudiants, rejoints par les enseignants-chercheurs. L'idée, chère à Sarkozy, de lancer toutes les réformes à la fois est en train de revenir en boomerang et Pécresse le prend en pleine figure. Elle doit assumer en même temps les mesures sur la formation des maîtres (un coup de bonneteau imaginé par Bercy pour

économiser 10 000 postes), le recadrage du CNRS, et le projet de révision du statut des enseignants-chercheurs, dont le ministère veut réglementer l'emploi du temps. La ministre s'emploie à déminer. Pour diviser les oppositions, elle scinde les dossiers. Lâche du lest. Cède sur

On la savait grosse bosseuse. On la découvre habile.

Valérie Pécresse

des points secondaires, mais tient bon et obtient finalement gain de cause sur ce qui est pour elle l'essentiel : l'autonomie.

Nouveau coup de tabac en janvier 2009. En pleine bataille sur le statut des enseignants-chercheurs, c'est le président lui-même qui lui savonne la planche avec un discours jugé insultant par les intéressés. La communauté académique bout, et Pécresse est dans la lessiveuse. « *Ça a été la pire année de ma vie* », confie-t-elle. Elle regarde vers la sortie. Le jour, elle gère la crise des facs occupées par des grévistes parfois violents; le soir... elle mène une campagne non moins usante. La primaire UMP pour la désignation de la tête de liste aux régionales en Ile-de-France tourne à la guerre des clans. La chiraquette qui monte contre Roger Karoutchi, vieux briscard de l'UMP et fidèle de Sarkozy. Les coups fourrés se multiplient. Claude Allègre intrigue pour lui ravir sa place. Un faux décret signé d'elle circule sur le Net. Pécresse sur tous les fronts. Quand elle se rend dans les facs pour expliquer sa réforme, l'accueil est chahuté. A Strasbourg, par exemple: « *Pécresse fac off!* » Ses opposants mobilisent, ses appuis commencent à flancher. Quelques députés de son bord réclament l'abrogation du décret honni sur les enseignants-chercheurs. Elle persiste. S'appuie sur les présidents de fac pour apaiser la fronde, cajole les universitaires, joue sur les divisions... On la savait grosse bosseuse. On la découvre habile. Sa résistance physique impressionne: les syndicats se souviennent d'avoir négocié toute une nuit avec elle, ce

23 mars 2009, la

nouvelle mouture du fameux décret. A 1 heure du matin, le Snesup claque la porte. Tant pis. Elle poursuit avec ceux qui restent. Et signe.

Au gouvernement, son style banlieue ouest, son côté première de la classe agacent. On la trouve trop « *lisée* ». C'est l'anti-Morano. Plus raisonneuse que cogneuse. L'anti-Dati, aussi. Elle n'étale pas sa vie privée, ne joue pas les people. On ne lui connaît qu'un dérapage: avoir posé en 2009 pour « *Match* » sur le marché de Versailles avec son polytechnicien de mari, alors que les facs étaient en ébullition. « *L'épreuve de la rue* », titrait ironiquement le magazine.

A gauche non plus, tous les procureurs n'ont pas désarmé. Henri Audier, ancien directeur de recherche au CNRS, devenu le « monsieur chiffres » de Sauvons la Recherche et de la FSU – la bête noire de Pécresse – estime qu'elle a « *enfumé tout son monde* » en promettant des sommes faramineuses dont nul ne sait si elles ont effectivement été versées. Même analyse de Bruno Julliard, ex-président de l'Unef, aujourd'hui chargé de l'enseignement supérieur au PS: « *Elle a fait de l'esbroufe: sur les 5 milliards du Plan Campus, combien d'euros ont été dépensés?* » Peu, en effet: 345 millions à ce jour, selon le ministère, où l'on explique que ces crédits, destinés à rénover des locaux, sont distribués via des « partenariats public-privé » très complexes à monter. Et quid des 18 milliards du « grand emprunt » promis à l'université et à la recherche? En fait, le capital sera placé. Les facs ne disposeront que des intérêts: 600 millions par an.

En France, tout finit toujours par la question des « moyens ». Et l'argent reste – quoi qu'elle en ait – le point le plus controversé du bilan de Valérie Pécresse à l'Enseignement supérieur. C'est vrai, un effort a été accompli. Un milliard de plus par an, avait promis Sarkozy. Soit 15 milliards en un quinquennat. Le compte n'y est pas tout à fait. Et la France, avec un effort de recherche et développement de 2,2 % du PIB, reste loin du peloton de tête des pays développés. Un beau défi pour la nouvelle ministre du Budget.

CAROLINE BRIZARD
et PATRICK FAUCONNIER

(1) « Controverses. Université, science et progrès » (Editions Nil).

